

Italie : COVID-19 et vie économique n° 22 – 26 mars 2020

	Cas positifs recensés depuis l'origine	Décès	Personnes guéries
24 mars	69 176	6 820	8 326
25 mars	74 386	7 503	9 362
26 mars	80 539	8 165	10 361

Résumé :

Modification du régime des activités productives autorisées : à l'issue d'une négociation avec les partenaires sociaux, le ministre du développement économique a modifié par décret le régime des activités productives mis en place le 22 mars (cf.1).

Annnonce d'un nouveau plan de soutien à l'économie de 25 Mds€ (cf. 1)

Le Trésor italien a émis ce jeudi 2,75 Md€ d'obligations souveraines (cf.4)

Clôture : spread Btp italien / Bund : 161 (-15,28) – Bourse Milan indice FTSE Italia All Share : 18 850,84 (+0,94%)

1- MESURES NOUVELLES ET DECLARATIONS

Modification du régime des activités productives autorisées : à l'issue d'une négociation avec les partenaires sociaux, le ministre du développement économique a modifié par décret le régime des activités productives mis en place le 22 mars :

- La liste des activités qui demeurent autorisées est légèrement réduite ; des limitations internes à certaines activités ont été ajoutées (ex. l'activité des centres d'appel est limité à l'*inbound*) ;
- Dans la procédure de contrôle par le préfet des activités annexes maintenues, les syndicats seront consultés formellement ;
- Le protocole d'accord du 14 mars sur la sûreté des sites et la sécurité des salariés sera mise en œuvre strictement.

Le président du Conseil a annoncé au Parlement **un nouveau plan de soutien à l'économie d'au moins 25 Md€ qui sera présenté en avril**. Le vice-ministre à l'économie Misiani a précisé ce matin que son financement viendrait en partie de la récupération des fonds communautaires non encore dépensés et des ressources du Fonds de développement et de cohésion, environ 10-12 milliards, qui auraient dû être restituées au budget communautaire mais que la commission aurait autorisé à garder. Le reste à financer viendra en augmentation du déficit.

La ministre de l'agriculture demande de « nouveaux instruments » :

- **Secteur agricole :** elle propose une stratégie commune d'intervention avec des enjeux à court (prolongation au 15 juin de la date de dépôt des aides PAC), moyen (nouvelles modalités d'octroi des aides en mobilisant le plus rapidement possible les ressources de la PAC) et long termes (plan complet prévoyant la suspension des règles habituelles en 2020 et activation d'autres outils de crise à financer pas uniquement grâce au FEAGA). Elle estime qu'il faut mettre en place un programme agricole extraordinaire grâce à des ressources extraordinaires hors PAC, la révision des fonds de la PAC, la reprogrammation des ressources du FEADER non utilisées et l'utilisation des crédits prévus pour 2021 et 2022, en introduisant dans les PDR des mesures exceptionnelles répondant à la nouvelle situation et aux nouveaux besoins des exploitations.

- Pêche : Elle invite à modifier les programmes opérationnels du FEAMP et mobiliser les ressources nécessaires en faveur du secteur de la pêche, dont les activités sont pratiquement stoppées.
- Elle demande que les Etats membres soient autorisés à mettre en œuvre des mesures économiques permettant de récupérer avec souplesse les excédents de production pour les distribuer aux plus démunis.

2- IMPACTS ECONOMIQUES, FINANCIERS ET SOCIAUX D'APRES LES ANALYSTES, LES OPERATEURS ET LES REPRESENTANTS PROFESSIONNELS

Impact social : Leonardo Pasquali (Université de Pise) estime que les conséquences économiques favoriseront l'émergence d'une classe de « *nouveaux pauvres* », principalement constituée d'ouvriers, de professions libérales, de commerçants et d'artisans issus de la classe moyenne. Les demandes de secours (*Caritas*) ont augmenté de 30% (460 kg de denrées alimentaires sont distribuées quotidiennement). Il anticipe une hausse du taux de chômage s'approchant des niveaux post-crise de 2008 (12,7% en 2014 - *Banque d'Italie*) et touchant particulièrement les jeunes ; combinée à une forte contraction de la consommation des ménages.

L'effet par étape des mesures d'arrêt (jusqu'au 25 mars, puis jusqu'au 28) rend **difficile aujourd'hui l'appréciation de l'activité résiduelle**. Le centre d'études *Cerved* estime une perte de 220 Md€ à 470 Md€ de chiffre d'affaires en 2020. Dans le cas où la perte de chiffre d'affaire s'élèverait à 470 Md€, il prévoit une baisse de 17,8% du PIB en 2020 et une reprise de 17,5% du PIB en 2021.

Selon *l'Istat*^[1] (statistiques nationales), sont maintenues en activité 50,7% des micro-entreprises (moins de 10 salariés), 58,7% des petites entreprises et 69,2% des moyennes entreprises. Parmi les grandes entreprises (de 250 employés et plus), 71,6% de celles entre 250-499 employés poursuivent leur activité et 67,6% pour celles de 500 employés et plus. Enfin, 51,2% des entreprises exportatrices et 48% des entreprises non exportatrices poursuivent leur activité.

Banques : L'agence de notation *Moody's* a abaissé ses perspectives de 15 banques italiennes^[2] de « stable » à « négatif » en conséquence de la dégradation de la situation économique.

La *Confcommercio* (entreprises, des activités professionnelles et des indépendants) estime une baisse de 3% du PIB en 2020 et prévoit une baisse de 5,7% de la consommation en 2020, soit une perte de 52 Md€, si les activités économiques reprennent en octobre et prenant compte des aides économiques du décret-loi « Cura Italia ». Les secteurs les plus touchés seraient l'hôtellerie et la restauration (-21,6% en 2020 par rapport à 2019 soit une perte de 23,4 Md€), les transports (-12,7 % soit -16,5 Md€), la culture et les loisirs (-10,8% soit -8,2 Md€) et l'habillement (-11,3% soit -6,6 Md€). Seul le secteur de l'alimentation augmenterait de 4,2 % (10,5 Md€). La *Confcommercio* considère les initiatives européennes et internationales réduiront l'impact en favorisant les conditions de reprise.

Nicola Rossi (économiste, centre d'études Bruno Leoni et président du comité scientifique de la Fondation Italie-Etats-Unis) estime qu'il faudrait 30 Md€ à 100 Md€ d'aides supplémentaires aux entreprises, soit un moratoire le plus large possible sur les prêts octroyés par les banques et un soutien des banques. Il propose des mesures d'accélération et de simplification des procédures des marchés publics et la création d'un système de santé régionalisé (centralisé pour le *Mezzogiorno*).

La Fondation *Studi Consulenti del Lavoro* estime une hausse de 3,6 millions de chômeurs en 2020 notamment dans les secteurs de la construction (1,3 M d'actifs), du tourisme (372 000 actifs) et de l'immobilier (149 000 actifs). 2,9 millions d'actifs (1,9 M de salariés et 1 M d'indépendants) seraient contraints de rester à la maison et 7,8 millions d'actifs continueraient de travailler pour assurer les services essentiels et le service public.

Immobilier : L'Observatoire immobilier de *Nomisma*, société qui réalise des études de marché pour des institutions publiques et entreprises privées, estime une perte de chiffre d'affaires entre 9,2 et 22,1 Md€ dans le secteur résidentiel (baisse des ventes de logement à -119 000 en 2020) et entre 2,6 et 5,8 Md€ de capitaux investis dans l'immobilier corporate.

Transports : L'Assaeroporti, association italienne des gestionnaires d'aéroport, estime une perte de 130 millions de passagers entre mars et octobre 2020 (mois prévu pour la reprise) par rapport à la même période 2019.

Mode : Camera Buyer Italia, association regroupant les boutiques du luxe italien, estime une baisse des ventes de 26% à 40% et une augmentation des stocks de 28% pour 2020.

3- ANALYSE SECTORIELLE / ENTREPRISES DE L'ACTIVITE

Secteur financier :

Avec la généralisation du télétravail, les activités de *back-office* se maintiennent à un bon niveau. En revanche, celle des filiales physiques est perturbée :

- **Banques** : les agences entièrement fermées représentent plus de la moitié du réseau (70% chez *Unicredit*, 42% pour *Banco BPM*, 20% pour *Ubi* ou encore 7,4% pour *Intesa Sanpaolo*) et augmentent depuis mi-mars, notamment pour *Intesa Sanpaolo* (+50 agences fermées, soit +17%), *Banco BPM* (+94, soit +20%), *Ubi Banca* (+104, soit +50%) et *BNL-BNP Paribas* (120 premières fermetures). Les banques ont des horaires réduits et l'accès est autorisé uniquement sur rendez-vous.
- **Assurances** : des restrictions dans l'accueil du public (*Poste* ou *Generali*) sont observées, la distribution des produits, assurée à 85% par le canal bancaire et les agents généraux, pourrait être affectée – malgré le rôle important des ventes en ligne – par la fermeture des agences.

Plusieurs entreprises italiennes ont pris la décision de réduire ou annuler le versement de dividendes pour renforcer leur liquidité. C'est le cas de l'entreprise *Sea* (services aéroportuaires), qui le 20 mars dernier a annoncé une réduction du versement de la seconde tranche de dividendes (82 M€), suivie par les conseils d'administrations de *Brembo* (système de freinage) et *Amplifon* (appareils auditifs) proposant leur suspension. A l'échelle européenne, des décisions similaires ont été prises récemment par *Airbus* ou *Total*. Le président de la Fédération bancaire européenne et administrateur-délégué d'*Unicredit* (JP. Mustier) aurait lancé une concertation pour qu'une stratégie commune soit à cet égard coordonnée entre établissements bancaires européens.

Tourisme : La Commission du tourisme et de l'hôtellerie de la Conférence des régions et des provinces autonomes a présenté au Gouvernement un document proposant 7 points clés à apporter en tant qu'amendements au décret « Cura Italia » :

- Suspension pour 2020 des redevances foncières de l'Etat sur les installations touristiques balnéaires ;
- Voucher de 250 € par ménage décidant de passer leurs vacances en Italie ;
- Demande de rassemblement dans un seul document des mesures au soutien du secteur ;
- Réduction de l'impôt sur les propriétés (IMU) à usage hôtelier pour trois ans ;
- Suspension des paiements en 2020, puis 30% en 2021 et 60% en 2022 ;
- Suspension des délais de paiement de la retenue à la source (Irpef) ;
- Soutien aux entreprises tant pour les investissements que pour les dépenses courantes.

Grande distribution : La *Coop*, principal supermarché italien, fixe les prix de ses produits industriels emballés du 26 mars au 31 mai pour protéger les producteurs et éleveurs italiens.

Mécanique : 93% des entreprises (97 000) sont fermées, soit 88% des salariés (1,4 M) sont en chômage technique, générant une baisse de 80% des exportations (175 Md€).

4- MARCHES FINANCIERS

Le Trésor italien a émis ce jeudi 2,75 Md€ d'obligations souveraine (CTZ à 24 mois de maturité) à un taux (0,307%) supérieur de +45 pbs en comparaison à la précédente émission réalisée en février à taux négatifs (-0,143%). La demande a été néanmoins forte (4,47 Md€) soit 1,63 fois l'offre disponible (contre 1,55 en février). L'émission de 691M€ de titres à long terme (Btp indexés sur l'inflation avec une maturité de 20 ans) a également suscité l'intérêt des opérateurs de marché, la demande représentant 1,51 fois l'offre (1,04 Md€).

^[1] L'institut s'est basé sur les activités inscrites à l'annexe 1 du décret du président du conseil du 22 mars et a ajouté les secteurs de la défense et de l'aérospatial. Il a considéré que les autres activités économiques étaient officiellement suspendues ou fermées, indépendamment de la possibilité qu'elles soient maintenues via le télétravail.

^[2] Les perspectives ont été dégradées de « stable » à « négatif » pour le Credito Valtellinese (Creval), Banco BPM, Bpern, Credem et Mediobanca.